

## Place et sens du FSM de Porto Alegre dans la mondialisation actuelle des forces sociales

François Polet, sociologue, CETRI

Commençons par resituer l'événement. Porto Alegre est la manifestation, la mise à jour d'un processus latent à l'oeuvre depuis plusieurs années – celui d'un mouvement de convergence mondiale des actions et visions de mouvements sociaux et d'entités (syndicats, ONGs, intellectuels, journalistes, étudiants, églises etc.) représentatives de la société civile remettant en question la globalisation telle qu'elle se fait aujourd'hui. Les deux moteurs principaux de ce processus, qui se génèrent mutuellement, sont :

1) la prise de conscience progressive de la part de différents mouvements sociaux à travers le monde qu'ils ont des intérêts communs, et que leurs adversaires, porteurs d'intérêts opposés, sont les mêmes : les institutions multilatérales (OMC, FMI, Banque Mondiale, OCDE), les acteurs financiers (banques, fonds de pensions, opérateurs boursiers et autres spéculateurs, etc.), les multinationales etc. Transcendant leurs différences de culture, de catégorie, de préoccupations ainsi que les distances géographiques, l'ensemble des secteurs mis en échec par le système néo-libéral se rendent compte qu'ils participent au même jeu, auquel ils sont tous perdants d'une façon ou d'une autre, et que seule l'unification des perdants permettra de remettre en question les règles de ce jeu et de peser sur le rapport de force supra-national entre les gagnants et perdants actuels. Bref, dix ans après les firmes transnationales, les acteurs sociaux réalisent que le mouvement de concentration capitaliste mondial contemporain exige également de leur part l'adoption d'une stratégie globale, d'une posture de *global player*.

2) la mise en réseau progressive de ces organisations, conséquence insoupçonnée des dernières révolutions technologiques. La réappropriation progressive et innovatrice par les mouvements des instruments ayant permis au capitalisme d'intensifier son intégration sont la clé de l'organisation des forces sociales et de l'établissement d'alliances internationales. Antonio Martins, responsable du site Internet du Forum Social Mondial, indique que sans l'existence d'Internet et du courrier électronique, l'organisation d'une rencontre de cette envergure n'eut pas été possible.

Porto Alegre est une étape cruciale de ce processus. Non seulement à cause de ses dimensions quantitatives (nombre de participants, de journalistes etc.) mais également car il représente le franchissement d'un seuil qualitatif par rapport aux manifestations qui l'ont précédées (Seattle, Prague etc.). Pour deux raisons :

- prise en compte de la globalité des aspects de la société planétaire. Ce qui a été esquissé à Porto Alegre ne se limite pas au domaine économique, mais s'étend à l'ensemble des dimensions des rapports humains au sein d'un nouveau projet de société à l'échelle du monde.. Les différentes sphères de la vie sociale furent l'objet d'un questionnement collectif : l'économique, mais également le pouvoir, la production de connaissance, l'organisation de l'espace, les identités culturelles, les productions artistiques, l'environnement etc. Toutes sphères aujourd'hui contrôlées ou menacées par le principe des rapports marchands, loi d'airain de l'utopie néo-libérale.

- posture créative et propositionnelle. A la différence des premières manifestations globales, s'épuisant dans une série d'actes de dénonciations, véhéments et légitimes mais peu constructifs, le Forum Social Mondial était clairement orienté vers la mise en avant d'alternatives, de projets, d'expériences nouvelles, bref des *possibilités* de transformation de l'ordre économique prédominant. Plus fondamentalement, c'est un questionnement sur les valeurs même devant présider à la construction d'un autre monde, à la re-fondation d'un vivre-ensemble mondial. C'est une revalorisation de l'Homme en tant que fin de l'organisation économique et politique du monde, une revitalisation de ses virtualités politiques et culturelles, étouffées par la tendance du système actuel à le réduire à l'état d'*Homo Oeconomicus*.

Ces deux aspects (globalité et possibilités) sont admirablement condensés dans l'intitulé du Forum Social Mondial : "Un autre monde est possible". C'est pourquoi Porto Alegre représente une rupture dans le cours de l'histoire. Fin d'un rapport de force culturel écrasant toute tentative de s'écarter de la doxa néo-libérale et de la série de dogmes economicistes qu'elle véhicule. Autrement dit, fin de la Fin de l'Histoire, fin de la pensée unique, et sur un mode plus positif, début d'une nouvelle ère, celle du débat constructif entre les représentants de l'ensemble de la société civile mondiale pour la mise en place d'un ordre mondial soutenable et respectueux des droits économiques, sociaux et culturels des majorités. Face à Davos, et devant le monde entier, Porto Alegre a réussi le tour de force idéologique d'imposer une nouvelle appréhension des grands problèmes du monde, celle du point de vue social.

Porto Alegre représente aussi une dynamisation du processus de convergence mondiale que nous avons évoqué. Pour plusieurs raisons. Mise en présence de milliers de représentants de mouvements, réseaux citoyens, syndicats: dynamisation des convergences et renforcement de la prise de conscience que nous avons évoquée plus haut. Espace de réflexion et d'articulation mondiale, le FSM a joué un rôle de "liant" des différentes actions et stratégies, durant le programme officiel, mais également en dehors de celui-ci, lors des innombrables occasions de rencontres informelles entre activistes des différentes régions du monde. Ces moments d'échange sont plus flexibles que les procédures de formation de grandes alliances, et favorisent l'établissement de synergies stratégiques plus spécifiques.

Porto Alegre est la mise en place d'un pôle, ou d'une référence, voire d'une institution permanente, à même de centraliser et de coordonner la multitude des initiatives et de les répercuter au sein des différents réseaux. En effet, ceux-ci ont assez souvent tendance à s'ignorer ou à se faire concurrence. La consécration médiatique internationale, malgré ses effets parfois pervers (sensationnalisme, simplismes etc.) , impose la réalité et l'ampleur du processus en cours au reste de l'humanité, mobilise les différentes formes d'organisations et participe au renversement du rapport de force culturel que la pensée néo-libérale, "unique" jusqu'il y a peu, renforçait depuis une vingtaine d'années.

### **L'unité dans la diversité**

Les organisateurs du Forum ont voulu que ce dernier soit le plus ouvert possible, accessible à l'ensemble des organisations s'identifiant à la lutte contre la domination néo-libérale. Et incontestablement, l'objectif de diversité fut atteint. Le Forum a provoqué un réel appel d'air pour un nombre incroyable d'entités, disposées à s'engager, dans une étape plus concrète du processus de convergence mondiale de lutte contre la globalisation néo-libérale. Il a donc joué un rôle de rassembleur d'initiatives de natures variées. Il est indispensable de procéder à une radiographie de la rencontre permettant de mettre sa diversité en évidence et d'analyser la dynamique de cette coexistence et ses conséquences pour la poursuite des mobilisations.

Un simple aperçu du comité organisateur du Forum témoigne du spectre des organisations présentes. Les membres de ce comité sont, par ordre alphabétique, l'ABONG (Associação Brasileira de Organizações Não Governamentais – Association Brésilienne d'Organisations Non Gouvernementales), ATTAC (Action pour la Taxation des Transactions Financières et l'Appui aux Citoyens), CBPJ (Comissão Brasileira Justiça e Paz – Commission Brésilienne Justice et Paix) liée à l'église, CIVES (Associação Brasileira de Empresários pela Cidadania -Association Brésilienne d'Entrepreneurs pour la Solidarité), CUT (Central Única dos Trabalhadores – Centrale Unique des Travailleurs), IBASE (Instituto Brasileiro de Análises Sócio Econômicas – Institut Brésilien d'analyses Socio-Economiques), CJG (Centro de Justiça Global – Centre de Justice Globale) et le MST (Movimentos dos Trabalhadores Rurais Sem Terra – Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre).

Procédons à une rapide relevé des entités présentes à Porto Alegre (il ne s'agit évidemment pas d'une énumération). Indubitablement les représentants des mouvements organisés des secteurs touchés par les conséquences de l'ordre mondial formèrent le coeur de la rencontre : mouvements de paysans (Via Campesina, Confédération paysannes etc.) , de travailleurs (syndicats des cinq continents), de femmes (Marches mondiale des Femmes et autres) , d'indigènes, de jeunes, d'immigrants, de chômeurs etc. Une multitude d'ONGs (de développement, humanitaires, environnement, éducation etc.) participèrent au FSM, ainsi qu'une kyrielle d'associations, souvent organisées en réseaux internationaux, et engagées dans la lutte pour la justice sociale globale et contre les discriminations, à l'instar des nombreux mouvements de solidarité entre les peuples.

Un grand nombre d'intellectuels de renom marquèrent le Forum de leur présence, de même que des entités du monde de la recherche et de la divulgations: instituts, universités, centre d'observation et de recherche impliqués dans la lecture et l'analyse des effets du néolibéralisme aux quatre coins du monde. Plusieurs centaines de parlementaires, maires et représentants d'institutions internationales se déplacèrent également, sensibles à la dimension historique du mouvement en gestation. Il faut enfin noter la présence d'une foule de journalistes, des grands noms de la presse internationales conventionnelle comme de la presse indépendante, tels que *Le Monde Diplomatique*, *Indimedia* ou *Caros Amigos*.

Adoptant une attitude lucide et constructive, il nous font constater que cette immense tour de Babel a à la fois géré du consensus et de la division. Il eut été utopique de croire que cette concentration de personnes et d'organisation hétérogène sur plusieurs plans – histoire et géographie, secteur, idéologie, objectifs et stratégies - allait miraculeusement se traduire par des discours et des propositions en complète harmonie. Néanmoins il nous faut juger cette hétérogénéité de façon positive : il ne s'agit pas d'un rassemblement hétéroclite comme le souhaitent les détracteurs de la rencontre, mais d'une réelle pluralité, constituées d'interprétations parfois divergentes, mais traversées de lignes de forces suscitant l'adhésion de l'ensemble de l'assemblée.

Contrairement à ce que la presse réactionnaire brésilienne a voulu démontrer, dans une entreprise de déstabilisation mal voilée, cette diversité ne s'auto-détruit pas nécessairement dans la contradiction. Prenons l'exemple, souvent rebattu, des positions de la Confédération paysanne et de José Bové sur la protection d'une agriculture "paysanne". Elle sont tout à fait en concordance avec les conceptions des mouvements sociaux ruraux du Sud, c'est-à-dire pour la petite et moyenne propriété et contre le modèle agro-exportateur privilégiant les grandes propriétés hyper-modernes et les modifications génétiques. Ce sont ces grandes propriétés capitalistes d'Argentine et les multinationales de l'agro-alimentaire qui cherchent à forcer le marché européen, non pas les petits producteurs d'Amérique latine présents à Porto Alegre, qui se sont entièrement reconnus dans le discours de José Bové.

A l'unanimité et dans toute leur diversité, les participants ont condamné le Forum Économique de Davos, en tant que symbole et "quartier général" de la globalisation actuelle.

Toutes les interventions et tous les témoignages ont coïncidé dans une opposition au capitalisme néo-libéral en tant que nouvelle étape de l'accumulation du capital, libéré des mécanismes de contrôle et de régulation politiques mis en place par les sociétés tout au long de ce siècle. Le capitalisme sauvage, sans entraves, libéré des barrières sociales et morales que de longues décennies de luttes et de pressions avaient réussi, en partie, à "domestiquer" (du moins dans les pays du centre), a fini par unifier ses adversaires.

Les expressions "humanisation", "moralisation", "démocratisation", "socialisation" de l'économie furent récurrentes dans les discours de la majorité des participants. Qu'est-ce à dire? Cela signifie tout simplement que la sphère économique s'est autonomisée des préoccupations et des priorités de la majorité des hommes. Et l'écart entre les sociétés et cette logique du profit est considérable. Avec d'autres mots, Bernard Cassen illustre cette distance en demandant aux participants de Davos de quitter leur planète – de la finance et des multinationales - pour revenir, "avec nous", dans la société. Bref, le Forum dans son ensemble vise à remettre l'homme au centre de l'économie.

### **Quel rôle pour quelle société civile ?**

Il est tout d'abord important d'abandonner l'image d'une société civile unie et homogène dans ses visions et positions. C'est image pacifiée et angélique est pour part créée par les média, pour part créée par les acteurs de la société civile eux-mêmes. Elle ne correspond pourtant pas à l'ensemble – différencié et contradictoire – d'entités que recouvre cette notion générique ambivalente. Une des dimensions essentielles qui divise le monde de la société civile (ONGs, mouvements sociaux, associations, syndicats, etc.) est celle de l'attitude à adopter face aux structures économiques et politiques dominantes aujourd'hui.

En effet, il apparaît qu'une part des ONGs s'accommode à ravir avec le système néo-libéral, ses institutions, ses multinationales et, surtout, ses fondations. Ce sont ces ONGs que l'on rencontre parmi les participants – à côté d'autres invités de l'ONU, du monde des arts etc. - aux grands sommets qui jalonnent le calendrier des élites. A Davos, en particulier, un effort particulier est fait afin de donner un supplément d'âme au Forum Economique en conviant un nombre important de représentants de la société civile. Il va sans dire qu'en acceptant ce genre d'invitations, par conviction ou par pur pragmatisme, et en apparaissant aux côtés des *global leaders*, ces ONGs (car il s'agit rarement de syndicats et de mouvements sociaux) contribuent à leur hégémonie idéologique et économique et retardent – ou compliquent - d'autant la formation d'un bloc opposant. Bref, elles collaborent objectivement au maintien de l'ordre néo-libéral existant.

Prenant cette complaisance douteuse à contre-pied, les ONGs réunies à Porto Alegre à la fin du mois de janvier sont convaincues que la poursuite de leurs objectifs de justice sociale et de démocratie est inséparable de la lutte contre ces structures dominantes. Adoptant un profil résolument libérateur, elles refusent de faire diversion en occultant les profondes et véritables causes des maux (faim, chômage, analphabétisme, maladies, pollution, commerce inégal, etc.) contre lesquelles elles luttent, qui résident dans la logique implacable d'un système plaçant le profit comme critère de toute activité (le procès scandaleux des firmes pharmaceutiques contre le gouvernement sud-africain en lutte contre la décimation de sa population atteinte du virus du SIDA est éloquent à cet égard).

La société civile qui s'est réunie à Porto Alegre n'est donc pas représentative de l'ensemble de la société civile. Il s'agit d'une société civile, que l'on peut qualifier d' "en bas", car elle est constituée d'organisations de base impliquées dans un processus de transformation sociale global, à l'encontre de la société civile d' "en haut", dont la foi envers les gouvernants rend résolument réactionnaire. Les positions de Mark Malloch Brown, administrateur du PNUD illustrent l'impossible réconciliation de ces deux sociétés civiles. Mark M. Brown fut présent à Davos et participa à la Téléconférence entre Davos et Porto

Alegre. Lorsque, dans les rapports sur la "nécessaire bonne gouvernance" qu'il signe, le directeur du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) insiste particulièrement sur le rôle de la société civile dans les décisions collectives, il est certainement de bonne foi. Mais cette société civile doit, en quelques sortes "accepter les règles du jeu" de la mondialisation actuelle, c'est à dire travailler avec les gouvernements, institutions et multinationales à trouver les combinaisons socialement les plus bénéfiques au sein du cadre existant. Dans le même ordre d'idée, il entama la conférence de presse du 29 janvier en déclarant vouloir garder un pied dans la globalisation économique et un autre dans la réaction sociale qu'elle provoque, de façon à ce qu' "un équilibre entre les deux types d'objectifs bénéficie à tous".

Il faut également se poser la question du rôle que la société civile organisée du Forum va jouer dans le processus de transformation sociale qu'elle promeut. N'est-elle qu'un moment du processus, sa fonction s'épuisant à partir du moment où ses revendications de justice sociale sont prises en comptes par des composantes significatives des institutions nationales et internationales ? Il est vraisemblable que le mouvement de globalisation des luttes sociales ne se cantonnera pas à un rôle d'amorce, ou d'impulsion, de l'action des segments politiques disposés à défendre ce même projet. Le mouvement dont il est question est porteur d'une autre vision des rapports entre institutions représentatives et société civile, qui requiert la mise sur pieds de mécanismes permettant un contrôle citoyen direct et transparent du fonctionnement de ces institutions.

Au delà de ce qu'il exprime explicitement, l'existence même du Forum Social Mondial est un signe de l'obsolescence des formes traditionnelles de représentation politique, c'est-à-dire l'esquisse d'une nouvelle définition de la souveraineté et de la volonté politique des peuples, qui prend tout son sens dans l'établissement de dispositifs concrets donnant un poids plus important à la société civile en permettant aux associations et organisations citoyennes d'agir en tant que protagonistes directs de l'élaboration et de l'exécution des politiques publiques. L'exemple du Budget Participatif de Porto Alegre, qui permet à la population – organisée en associations de quartier, coopératives, groupes culturels etc. - de cette ville de 1,3 millions d'habitants de décider de l'allocation du budget municipal, est une illustration, et une preuve, extrêmement enthousiasmante des possibilités réelles de la démocratie directe. Il est la pierre angulaire du programme du Parti des Travailleurs, qui dirige la ville depuis 12 ans, et la clé de son succès : le PT vient d'être élu pour la quatrième fois consécutive, avec une majorité des deux tiers.